

régions du pays. Tous ces citoyens n'appuieront certainement pas de nouvelles politiques, si celles-ci les privent du jour au lendemain de leur gagne-pain; mais je crois que ces citoyens consentiraient volontiers à des réaménagements de l'économie canadienne qui feraient graduellement place dans nos marchés aux produits manufacturés du Tiers-Monde, qui permettraient graduellement aux pays en voie de développement d'accroître les recettes qu'ils tirent de l'exportation de matières premières, et qui convertiraient graduellement les régions canadiennes touchées par ces réaménagements à de nouvelles activités industrielles, qui refléteraient souvent mieux les véritables avantages commerciaux du pays et dont les produits pourraient être exportés en retour au Tiers-Monde.

Que ressortira-t-il des études présentement en cours? Très franchement, je ne saurais le prédire. Le comité interministériel qui en est chargé n'existe que depuis quelques mois; ses travaux préliminaires ne sont pas encore complétés. Cependant, je puis vous dire que l'ampleur des modifications que nous pourrons apporter à nos politiques économiques pour les rendre plus conformes aux réalités du développement international dépendra d'un très grand nombre de facteurs. Elle dépendra, en premier lieu, de la configuration économique internationale, puisqu'une reprise de la croissance dans le monde gonflerait la production et les exportations au Canada et permettrait à l'économie canadienne de s'adapter plus facilement à un nouveau contexte commercial, plus avantageux pour les pays en voie de développement. L'ampleur des changements que nous pourrons envisager dépendra, en second lieu, des résultats de nos efforts pour juguler l'inflation au Canada tout en maintenant la croissance de l'économie intérieure à un niveau acceptable; de sorte que la tentative de mon collègue, le Ministre des Finances, visant à mettre en oeuvre par voie de négociations un programme de restrictions volontaires des revenus s'appliquant à tous les secteurs de l'économie déterminera en grande partie l'aptitude du Gouvernement à satisfaire les revendications du Tiers-Monde. Les résultats concrets de la révision en